

Communiqué

Les producteurs de porc du Canada en appellent aux autres intervenants au sujet de la crise du prix du porc

Le 1^{er} décembre 1998, Ottawa : «Nous sommes encouragés par les rencontres que nous avons eues récemment avec les représentants du gouvernement et de l'industrie pour qu'ils reconnaissent les problèmes économiques graves que vivent les producteurs de porc et pour que la plupart des intervenants soient prêts à accorder leur appui pour aider l'industrie à surmonter cette épreuve», a indiqué M. Edouard Asnong, président du Conseil canadien du porc.

Lors des réunions organisées à Ottawa-Hull ainsi qu'ailleurs au pays, les administrateurs du CCP et les producteurs ont rencontré les critiques en matière d'agriculture de chacun des cinq partis politiques fédéraux officiels. De plus, des rencontres ont été organisées avec les représentants des principales banques à charte et des échanges ont eu lieu avec les intervenants de l'industrie de la distribution alimentaire ainsi qu'avec d'autres intervenants.

«On comprend mieux la gravité de la baisse et le fait que cette dernière a été causée en grande partie par un ensemble de circonstances négatives imprévisibles qui ont frappé le secteur porcin en même temps», a indiqué M. Asnong, lui-même producteur de porc de la région de St-Hyacinthe, au Québec. «Ces circonstances comprennent la réduction soudaine des ventes vers d'importants marchés étrangers en Asie, en Russie et en Amérique latine en raison d'une série de catastrophes économiques qui sont survenues dans ces régions. Parmi les autres facteurs importants, on compte notamment la concurrence exercée par un approvisionnement abondant en viandes d'autres sortes, les mesures de protection dans certains marchés d'exportation importants, et la reprise des subventions à l'exportation sur le porc par l'Union européenne qui entrent directement en concurrence avec les exportations canadiennes.»

Le Conseil d'administration du CCP a organisé une téléconférence avec les représentants du secteur du crédit agricole, par l'entremise de l'Association des banquiers canadiens (ABC), pour discuter de la situation à laquelle les prêteurs font face. Lors d'une rencontre semblable à celle tenue précédemment avec la Société du crédit agricole, le CCP a profité de l'occasion pour examiner avec les banquiers les éléments fondamentaux puissants qui pointent vers un avenir très brillant à long terme pour l'industrie du porc au Canada.

« Les banques canadiennes ont un investissement très significatif dans l'industrie porcine canadienne » a mentionné R.A. (Bob) Funk de la Banque Scotia et actuel président du groupe consultatif sur l'agriculture de l'ABC. « Chaque situation sera révisée individuellement en vue de ce renversement des marchés et tous les efforts fournis afin d'aider nos clients à passer à travers cette dure période. Évidemment, une saine gestion et une solidité financière permettant de faciliter le refinancement des options constitueront des éléments primordiaux ». En outre, au cours de la rencontre, il a été possible de clarifier le fait que, malgré les rumeurs indiquant le contraire, les banques ne sont pas obligées selon la loi de rappeler les prêts d'exploitation lorsque le montant en souffrance dépasse un certain pourcentage (p. ex., 75 p. 100) de la valeur de l'inventaire et d'autres actifs à liquidité élevée.

« Toutefois, les producteurs doivent rencontrer leurs prêteurs maintenant s'ils craignent sérieusement ne pas pouvoir s'acquitter de leurs engagements financiers au cours de cette période, et ne pas

attendre de se trouver dans une situation de faire défaut de paiements », a ajouté M. Funk.

Lors des discussions avec les représentants de l'alimentation au détail, par l'entremise du Conseil canadien de la distribution alimentaire, il a été convenu que ces derniers ainsi que les représentants des producteurs de porc devraient se réunir et tenter de discuter des contraintes et des possibilités associées à la mise en marché plus agressive du porc et, ainsi, d'apporter un certain soulagement de la demande extérieure pour le porc canadien et les produits de porc, demande réduite de façon temporaire.

«Bien entendu, les transformateurs de porc du Canada sont les personnes-clés qui peuvent aider les producteurs de porc à survivre à cette crise, a indiqué M. Asnong. Nous devons suivre l'exemple des États-Unis qui tentent de tirer le maximum de production de leurs usines.» Les membres provinciaux du CCP continuent d'avoir des discussions individuelles avec leurs emballeurs sur ce qu'ils peuvent faire pour transformer davantage de porc au Canada et ainsi, réduire le besoin d'exporter des porcs vivants aux États-Unis pour être abattus.

Le Conseil canadien du porc continue de travailler étroitement avec les autres groupes agricoles pour appuyer les initiatives de la Fédération canadienne de l'agriculture de manière à obtenir un programme selon une approche globale de dédommagement en cas de catastrophe qui est entièrement uniforme aux règlements sur les mesures relatives à la protection du revenu de l'Organisation mondiale du commerce. Le CCP est encouragé par l'appui qu'il reçoit de tous les partis fédéraux sur la nécessité de mettre en place un programme d'assistance en cas de catastrophe, dont un exemple du rapport récent indique que le ministre fédéral de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire en prend connaissance avec les membres de son Cabinet ainsi qu'avec les ministres provinciaux de l'agriculture.

Pour obtenir de plus amples renseignements :

Martin Rice
Catherine Scovil
CCP, Ottawa
(613) 236-9239

Edouard Asnong
Président
(450) 248-2375